



# APPEL POUR UN VÉRITABLE MINISTÈRE D'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, SOLIDAIRE ET DE LA COHÉSION SOCIALE

“ Depuis 2012, à chaque élection présidentielle, le Réseau national de l'économie sociale et solidaire, RENESS, s'invite dans la campagne afin de demander plus de visibilité et de reconnaissance pour l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Malgré la mobilisation de nombreux acteurs issus de toutes sensibilités politiques et associatives, nos propositions n'ont été que partiellement reprises par les différents responsables politiques qui se sont succédés à la tête de l'Etat. **Aujourd'hui, plus que jamais, la question de la cohésion sociale et la prise en compte de la société civile avec tous ses acteurs est indispensable.**

**Résister et faire preuve de résilience sociale est indispensable au bien commun pour la construction d'une véritable Fraternité républicaine.**

L'ESS, véritable enjeu de transformation sociale pour le 21<sup>ème</sup> siècle. Dans un monde qui change et s'interroge sur la pertinence du lien social, il y a urgence à changer individuellement et collectivement nos façons d'agir pour construire ensemble une société de confiance et de responsabilisation de tous les acteurs.

**À quand la prise en compte d'un véritable Produit Intérieur de Fraternité intégré dans la comptabilité nationale de notre PIB ?**

Sortons des sentiers battus ! Innovation sociale, véritable droit à l'expérimentation, reconnaissance des compétences et des acteurs associatifs, l'heure est au changement et à une véritable prise en compte de la société civile.

**Il y a urgence à la création d'un véritable Ministère d'État de l'Économie sociale, solidaire et de la cohésion sociale qui fasse bouger les lignes et qui mobilise toutes les énergies citoyennes.**

Le monde change, changeons nos regards et construisons l'avenir ensemble !”

**Pascal COLIN**  
Président du RENESS

# “NOUS AVONS BESOIN DE REDONNER DU SENS À L’ACTION POLITIQUE ET À LA CITOYENNETÉ”

Pascal Colin, président du Reness, nous détaille les raisons de l’appel lancé par son réseau.

**Le Jas :** Pourquoi lancez-vous cet appel ?

**Pascal Colin :** Chaque élection présidentielle est pour nous l’occasion de lancer un appel pour une meilleure prise en compte de la question de l’Économie sociale et solidaire (ESS) par les autorités de l’État. Car cela reste un point faible de notre fonctionnement démocratique. C’est vrai, pendant un peu moins de deux ans, Benoit Hamon, sous la mandature de François Hollande, fut ministre délégué à cette question. Et, aujourd’hui, il y a une Secrétaire d’État chargée de l’Économie sociale, solidaire et responsable, Olivia Grégoire, auprès du ministre de l’Économie. Mais l’ESS mériterait un ministère d’État pour impulser de vraies réformes structurelles. Dans notre société existe un secteur qui n’est ni l’État ni les entreprises, c’est la société civile qui se manifeste notamment par les associations, les mutuelles, les coopératives, les fondations... Dans les pays sociaux-démocrates qui ont majoritairement des cultures réformistes (Royaume-Uni, Suisse, etc.), la place des corps intermédiaires est bien plus ancrée. Chez nous, la Révolution française a coupé la tête du roi, autrement dit, a coupé la tête de l’État, mais l’idée demeure que ce dernier a une forme de monopole du sens et de la vérité. Il a d’ailleurs fallu attendre les lois Defferre sur la décentralisation en 1982 pour esquisser un début de révolution intellectuelle et admettre que tout ne devait pas venir du Haut. Dans l’inconscient col-



© Reness

lectif, les corps intermédiaires sont toujours un peu considérés comme “suspects”. Laisser la place aux acteurs de terrain ne va donc pas de soi, bien que l’ESS représente 12 % du PIB de notre pays et 14 % de l’emploi.

**Le Jas :** Cette réalité est pourtant peu visible et absente de la campagne présidentielle actuelle.

**P.C :** Oui, alors que nous venons de vivre deux ans de pandémie pendant lesquels tout le monde s’est bien rendu compte que l’État ne pouvait pas tout faire. Ce sont les acteurs de terrains, les bénévoles des associations, qui ont assuré les plus grandes missions de solidarité. Aujourd’hui, nous vivons un nouveau choc avec la guerre en Ukraine et nous constatons encore la mobilisation de nos concitoyens. Pour faire de la solidarité active, il faut toujours et impérativement associer les habitants à la décision publique. C’est l’expression même de la fraternité si importante dans notre devise nationale, car sans fraternité il n’y a ni liberté ni

égalité. Voilà pourquoi nous avons besoin que cette dimension politique soit portée dans l’organigramme gouvernemental. Comme beaucoup d’autres acteurs, nous avons la conviction que notre pays n’a pas besoin de plus d’État, mais de mieux d’État. À l’heure où nos concitoyens se détournent de la chose et de la parole politique, c’est aussi un moyen de les ressouder avec le discours et le projet politique dans ce qu’ils ont de plus noble. Les citoyens se demandent pourquoi aller voter et si voter sert encore à quelque chose. En agissant dans les associations, ils sont pourtant au cœur d’une politique du “faire” sans en avoir conscience. Nous avons besoin de redonner du sens à l’action politique et à la citoyenneté. La création du ministère que nous appelons de nos vœux permettrait de replacer toutes ces actions dans un cadre national et de leur donner encore plus de souffle.

J’invite tous les lecteurs du *Jas* à signer cet appel en scannant le QR Code dessous, à le diffuser, à partager dans leurs réseaux respectifs leur conviction qu’il est important de soutenir la création d’un véritable ministère d’État de l’ESS et de la Cohésion Sociale. ■

